

Néoputschisme en Amérique latine

Le 22 juin dernier, le président paraguayen Fernando Lugo a été chassé du pouvoir par un coup d'Etat expéditif. On lui a reproché les affrontements survenus lors de l'évacuation d'une occupation de terrain à Curuguaty, au cours desquels onze sans-terre et six policiers ont perdu la vie (voir p. 4). Fernando Lugo a eu à peine deux heures pour sa défense. Jusqu'alors, l'ancienne élite toute puissante n'avait pourtant pas réussi à évincer l'ex-président, alors qu'il ne disposait que d'une marge de manœuvre minime, faute de larges appuis au parlement. Le putsch profite surtout aux grands propriétaires terriens, à l'agro-industrie et aux multinationales.

Soulignons que ce récent coup d'Etat s'inscrit dans une série de putschs, avortés ou non, et de tentatives de déstabilisation qui s'opposent à l'avènement d'idéologies nouvelles en Amérique latine et visent à empêcher toute évolution autonome. La destitution de Fernando Lugo au terme d'un «procès politique», sous prétexte d'incompétence dans l'exercice de ses fonctions, représente dès lors un avertissement explicite aux gouvernements des pays voisins!

Les médias locaux n'ont guère commenté le putsch. Afin d'explorer son contexte et ses implications pour les mouvements d'émancipation d'Amérique latine, ainsi que de susciter le débat sur les moyens d'action et la solidarité internationale, le SOLIFONDS a publié, en collaboration avec le Secrétariat d'Amérique Centrale, un numéro d'antidotincl. (en allemand). Ce cahier a été encarté dans l'hebdomadaire WOZ du 23 août. Il peut aussi être obtenu auprès du SOLIFONDS ou consulté sur notre site.

SOLIFONDS
Quellenstrasse 25
Case postale
CH-8031 Zurich
Tél. 044 272 60 37
Fax 044 272 11 18
mail@solifonds.ch
www.solifonds.ch
CP 80-7761-7
IBAN CH52 0900 0000 8000 7761 7

Action de soutien

Assistance juridique, mobilisations et diffusion d'informations – les mouvements populaires refusent d'être criminalisés



Espinar, Pérou: Les policiers s'en prennent aux habitants de cette commune des Andes, qui manifestent contre une mine de cuivre à ciel ouvert de la multinationale suisse Xstrata. Photo: Archives

En mai dernier, les forces de l'ordre ont dispersé dans la violence les habitants d'Espinar (Pérou), qui manifestaient contre une mine de cuivre de Xstrata. Bilan: deux morts et plus de cinquante blessés. Après une campagne de diffamation, les initiateurs du mouvement ont été placés en détention préventive et le ministère public a formulé de graves accusations à leur encontre.

Au Paraguay, l'évacuation des occupants d'un terrain au mois de juin s'est soldée par plusieurs morts et des blessés. Jusqu'ici, seuls des paysans et des paysannes sans terre ont été mis en cause. Ils risquent de longues peines d'emprisonnement en raison de plaintes forgées de toutes pièces.

Au Zimbabwe, le développement de la production d'éthanol pourrait chasser des milliers de personnes des terres qui assuraient jusqu'ici leur subsistance. Là encore, d'exorbitantes demandes en dédommagement visent à mettre les meneurs sur la touche.

Alors que les ouvriers et les ouvrières de l'industrie pakistanaise du tissage viennent de fonder leur syndicat, une douzaine d'entre eux sont accusés en vertu de la loi anti-terroriste et risquent d'être traduits devant des tribunaux spéciaux.

La criminalisation de syndicats, de sans-terre et de mouvements sociaux, de même que la réaction de ces groupements, apparaissent dans les divers soutiens accordés ces derniers mois par le SOLIFONDS. Nous avons donc décidé d'aborder cet aspect spécifique dans le présent bulletin. Pour agir en justice contre des plaintes infondées, poursuivre les mobilisations et diffuser les informations qui ne paraissent pas dans les médias dominants, nos partenaires ont besoin de notre appui.

Partout dans le monde, la criminalisation des mouvements sociaux s'accroît et elle a pour seul objectif de les faire taire. Notre solidarité est dès lors indispensable pour permettre à ces gens de comprendre leurs droits et de les faire valoir, d'exprimer leurs critiques et leurs souhaits, ainsi que de faire front à la désinformation. Voilà l'objectif de notre campagne de soutien.

Pakistan : la loi antiterroriste appliquée aux syndicats

Avec l'appui de la fédération syndicale du pays (NTUF), les ouvrières et les ouvriers de l'industrie pakistanaise du tissage ont fondé leur propre syndicat au début de l'année. Ils ont alors revendiqué un jour de congé par semaine, la journée de 8 heures et une augmentation salariale. Ces revendications sont plus que justifiées : dans la seule ville de Karachi, plus de 50 000 personnes triment sans contrat dans ce secteur, il n'y a pas de salaire minimum, la journée de travail compte 12 à 16 heures et l'on travaille sept jours sur sept.

Au lieu d'entrer en matière, les patrons ont recouru à la violence : la police et les forces armées ont fait irruption dans les maisons de plusieurs syndicalistes. Six d'entre eux ont été arrêtés et torturés. Avec six autres activistes, ils ont ensuite été accusés en vertu de la loi antiterroriste. Ils risquent à présent d'être jugés par des tribunaux d'exception selon une procédure accélérée.

Invoquer la loi antiterroriste pour accuser les syndicalistes constitue un précédent. Avec l'appui du SOLIFONDS, la NTUF a dès lors mis sur pied une campagne visant à éviter que les syndicalistes accusés soient déférés à des tribunaux spéciaux et condamnés au terme d'une procédure sommaire. Il faut craindre par ailleurs que les patrons recourent de plus en plus à cette nouvelle forme de criminalisation des syndicats et qu'ils se servent de la loi contre le terrorisme afin d'étouffer dans l'œuf toute tentative d'organisation syndicale. Depuis la vague d'arrestations, les syndicats ont mobilisé leurs membres et la population pour obtenir la libération des inculpés et diffusé des informations pour faire largement connaître le problème de leur criminalisation au sein de l'opinion publique. La NTUF a déjà obtenu la libération sous caution des six syndicalistes arrêtés.



Mars 2012 : manifestation contre la criminalisation des syndicats. Photo : NTUF

Zimbabwe : des familles paysannes luttent pour leurs terres et contre la production d'agroéthanol



Une paysanne éclate en larmes lorsqu'elle raconte la destruction de sa récolte et la perte de son lopin de terre au cours d'une assemblée de la PYD. Photos : PYD

Depuis 2010, une usine d'éthanol entend chasser des familles paysannes de leurs terres. L'autorité chargée du développement agricole et rural (ARDA) du Zimbabwe lui a en effet cédé 55 000 hectares dans la commune de Chisumbanje, à plus de 1000 kilomètres au sud-est d'Harare, à la frontière avec le Mozambique ; vente qui a dépossédé 260 familles de petits paysans de leurs terres. L'entreprise veut toutefois produire bien plus d'agroéthanol que ne le permettent les terrains cédés par l'ARDA, de sorte que 30 000 autres personnes risquent d'être privées des terres communales qui assuraient traditionnellement leur subsistance, mais qui seront ensuite vouées à la culture de la canne à sucre. De plus, l'usine a déjà causé une grave pollution qui a tué divers animaux et s'avère dangereuse pour la santé humaine. Contrairement aux prescriptions légales, aucune expertise environnementale n'a cependant été entreprise.

Réunies en assemblée en 2010, les communes concernées ont chargé la Plateforme pour le développement de la jeunesse (PYD), un groupe de défense des droits humains, de représenter leurs intérêts. Avec l'aide des communes, la PYD a consigné les faits et tiré au clair le contexte conflictuel, mettant ainsi fin à une période d'incertitudes et de rumeurs. Pouvant s'appuyer sur du concret, les personnes visées ont compris leurs droits et commencé à s'impliquer dans leur défense. Dès le lancement des négociations, des mobilisations ont porté le conflit à l'attention de l'opinion nationale et internationale.

A l'heure actuelle, aucune solution ne semble en vue et les personnes concernées font l'objet de menaces. Si les plaintes déposées contre la PYD pour infraction à la loi sur les rassemblements ont certes été rejetées, le porte-parole du groupement, Claris Madhuku, fait toujours l'objet d'une demande en dédommagement de 100 000 dollars, car il aurait diffamé le producteur d'éthanol dans les médias. De son côté, l'usine a proposé aux 260 familles expulsées une indemnité totale de 20 000 dollars, soit moins de 80 dollars par famille...

Durant ces deux dernières années, la PYD est parvenue à coordonner la résistance des communes contre l'expropriation, de sorte que les municipalités ont renforcé leur position face à l'usine d'éthanol et aux services étatiques. Pour pouvoir poursuivre ses efforts malgré une situation difficile, mais néanmoins prometteuse, la PYD a demandé un appui financier au SOLIFONDS. Il reste en effet à interroger d'autres paysannes et paysans afin de consigner les violations des droits fonciers et les cas de pollution. Il faut continuer à recueillir des renseignements et poursuivre le mouvement de protestation. Enfin, il importe de fournir des informations véridiques et vérifiables aux médias.

Pérou : l'Etat et Xstrata veulent faire taire les opposants à une mine de cuivre

Malformations graves, petits mort-nés et agonies atroces. Il y a longtemps que les paysannes et les paysans de la province andine d'Espinar (sud du Pérou) ont établi le lien entre le mal qui décime leur bétail et la mine de cuivre de Tintaya, exploitée par le groupe Xstrata. Comme le rapporte le quotidien *El Comercio*, 2000 animaux sont déjà morts depuis le début de l'année. Si l'hécatombe menace les moyens d'existence de nombreuses familles, le service vétérinaire national affirme qu'elle est due au froid et aux infections. Il ne s'estime en tout cas pas compétent pour analyser les cadavres d'animaux à la recherche de résidus de métaux lourds.

La population en veut toujours à l'entreprise minière et aux autorités étatiques. L'état d'urgence, décrété après les manifestations du 21 mai au cours desquelles la police a abattu deux personnes, a à présent été levé. Les manifestants arrêtés, dont le maire de la commune, Oscar Mollohuanca, ont été provisoirement libérés, mais restent cependant inculpés. Le dialogue instauré entre les représentants de l'Etat, de Xstrata et de la population, devrait conduire à la résolution du conflit. De prime abord, tout semble donc pour le mieux.

Il est d'autant plus surprenant d'apprendre ce qui se passe par ailleurs : le 20 août, le ministre péruvien de l'Intérieur, Mateo Quispe, a prononcé des inculpations contre Oscar Mollohuanca et Herbert Huamani, du mouvement pour la défense des intérêts d'Espinar. Il les accuse « à titre préventif » de troubler l'ordre public, car il a appris par les médias que les deux dirigeants avaient appelé à une nouvelle grève illimitée le 23 août. Il les a donc sommés de venir présenter leur déposition au ministère public ce jour-là. Or c'est justement à cette date qu'une nouvelle ronde de négociations était prévue depuis juillet... Le ministre de l'Intérieur ne le savait-il pas ou voulait-il empêcher le maire de la commune de participer aux discussions ?

Par ces manœuvres, les autorités veulent en réalité se débarrasser de ce maire remuant, qui défend inlassablement et avec intransigeance les intérêts de ses administrés. Des pressions similaires pèsent sur les employés du service épiscopal des droits humains, qui ont toujours réclamé des expertises environnementales indépendantes et défendu la population d'Espinar. Avec l'appui du SOLIFONDS, ils ont trouvé des représentants légaux pour les personnes accusées après les manifestations qui ont agité Espinar en mai. Le vicaire général a alors décidé de supprimer ce service dans sa forme actuelle et de licencier son personnel.

L'Etat, l'Eglise et Xstrata visent de toute évidence à réduire au silence tous ceux qui se préoccupent non pas du développement des activités minières, mais des besoins de l'être humain. D'où toute l'importance de notre solidarité avec la population d'Espinar, ses représentantes et représentants élus ainsi qu'avec les organisations sociales.



Alors que l'extraction du cuivre prend des proportions inouïes et creuse d'énormes cratères dans le paysage, des policiers protègent la mine contre la colère de la population. Photos : Archives

Colombie : campagne contre la détention préventive

Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, la politique dite de la « sécurité démocratique », menée dès 2002 en Colombie par l'ex-président Alvaro Uribe, a conduit à l'arrestation arbitraire de milliers de personnes. Elles ont été jetées en prison sans mandat d'arrêt valable, sur la base d'indications fournies par des « informateurs » et des paramilitaires (démobilisés). Les protestations de diverses ONG et d'organismes internationaux ont heureusement fait reculer le nombre de ces arrestations.

Depuis peu, ce sont toutefois les enquêtes pénales douteuses, impliquant l'arrestation du suspect, qui se multiplient. Cette nouvelle forme de criminalisation vise les dirigeants et les dirigeantes de syndicats et de mouvements sociaux, ainsi que les défenseurs des droits humains. Entre 2007 et 2010, le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques (CSPP) a recensé 358 cas de détention préventive visant ces groupes de personnes. A ces cas s'ajoutent les arrestations en masse lors de manifestations estudiantines. De plus, mi-2011, une nouvelle loi sur la « sécurité civile » est entrée en vigueur, qui a alourdi les peines infligées aux organisateurs de manifestations et de mobilisations : ils sont tenus responsables des dégâts matériels occasionnés aux alentours d'une manifestation et passibles d'une peine d'emprisonnement de 12 à 14 mois pour les perturbations de la circulation causées par une manifestation non autorisée. A titre de comparaison, les paramilitaires qui avouent leurs méfaits encourrent, conformément à la loi « Justice et paix », une peine maximale de huit années de prison, quel que soit le nombre de meurtres ou de massacres qu'ils ont commis.

Le CSPP mène une vaste campagne contre cette criminalisation des protestations sociales. L'objectif est d'amener mouvements sociaux, syndicats et associations de défense des droits humains à s'organiser, afin de résister ensemble aux arrestations « préventives » et aux plaintes arbitraires.

**Nous vous remercions
du fond du cœur
de votre solidarité !**

Paraguay: le putsch exacerbe la lutte pour la terre

Curuguaty, 15 juin 2012: Les forces de l'ordre viennent évacuer manu militari une propriété occupée. Les affrontements qui s'ensuivent font 17 victimes (11 paysans et 6 policiers) et 80 blessés. Parmi les familles des sans-terre, 54 personnes sont sous le coup d'accusations fallacieuses, qui peuvent leur valoir des peines d'emprisonnement allant jusqu'à 34 ans. Il s'avère rapidement que les coups de feu qui ont atteint les policiers n'ont pas été tirés par les occupants, mais de l'extérieur et d'assez loin. De plus, les tirs visaient une unité spéciale de la police et ont ainsi provoqué le massacre.



Des sans terre rendent hommage à leurs proches assassinés.

Photo: Jorge Adorno / Reuters

Les terrains de Curuguaty, près de la frontière avec le Brésil, sont au centre d'une longue lutte. Leur propriétaire, Blas Riquelme, ex-sénateur du Parti Colorado (droite), propriétaire d'une chaîne de supermarchés et l'une des plus grosses fortunes du pays, a profité de la dictature Stroessner (1954-1989) pour s'appropriier illégalement de vastes terrains qui devaient être inclus dans la réforme agraire. Les 2000 hectares de Curuguaty font partie du lot. Depuis la chute de la dictature, en 1989, les petits paysans sans terre de la région se battent pour les récupérer. Rappelons que 2% de la population possèdent aujourd'hui 85% des terres arables du pays.

Dès après le massacre, les forces gouvernementales bouclent la zone et incendient le camp des occupants, détruisant ainsi les traces et les indices qui auraient permis de faire toute la lumière sur les événements. Elles empêchent même une délégation des droits humains de pénétrer sur les lieux. Le SOLIFONDS verse aussitôt une aide financière au mouvement paysan populaire MAP, pour lui permettre d'assurer la défense des personnes accusées et de faire front contre la criminalisation du mouvement des sans-terre.

A peine une semaine plus tard, la droite paraguayenne destitue le président Fernando Lugo, élu en 2008, au terme d'un « procès politique » des plus expéditifs. Les raisons avancées sont justement les affrontements de Curuguaty. Comment ne pas supposer que tout a été mis en scène pour se débarrasser d'un président jugé encombrant ?

Cette destitution fait la joie de l'industrie agroalimentaire: peu après le putsch, le pays autorise l'importation rapide de semences de coton OGM de la multinationale américaine Monsanto. Membre du Parti libéral radical, le président Federico Franco, issu du coup d'Etat, annonce aux exportateurs de produits agricoles et aux grands propriétaires terriens qu'il entend soutenir l'agro-industrie, protéger la propriété privée et empêcher les occupations de terrains. La lutte pour la terre risque donc de s'intensifier encore. Voilà pourquoi les mouvements populaires et les organisations regroupées au sein du Front pour la défense de la démocratie ont besoin de notre solidarité.

De plus amples informations sur le coup d'Etat et ses implications figurent dans le cahier spécial publié (en allemand) par le SOLIFONDS et le Secrétariat d'Amérique Centrale (voir article p. 1).



Inde: grande marche pour le droit à la terre

En Inde, le 2 octobre prochain marquera le lancement d'une grande marche des sans-terre, des autochtones (adivasis), des «intouchables» (dalits) et des petits paysans: la Jansatyagraha ou marche pacifique pour la justice. En l'espace d'un mois, 100000 personnes, pour la moitié des femmes, franchiront les 350 kilomètres qui séparent Gwalior de Delhi pour faire valoir leur droit à la terre. A leurs yeux, les habitants doivent pouvoir gérer eux-mêmes les terres, l'eau et les forêts où ils vivent.

En 2007, le mouvement des sans-terre Ekta Parishad, qui suit les préceptes de Gandhi, a déjà organisé une marche de 25000 personnes sur la même distance. L'objectif était de montrer que l'Inde a besoin d'urgence d'une réforme agraire et de faire pression sur le gouvernement. Celui-ci a certes institué un conseil ad hoc et promis une réforme agraire, mais rien n'a été entrepris dans la pratique. Plus que jamais, une redistribution des terres permettrait pourtant de faire face à la paupérisation croissante de la population indienne. Les gouvernements successifs ont cependant préféré miser sur la promotion du développement industriel. Or celui-ci conduit à chasser de plus en plus d'habitants de leurs terres, pour faire place par exemple à des complexes industriels ou à l'exploitation minière.

Au lieu de prendre au sérieux les revendications des sans-terre, le gouvernement a dépensé beaucoup d'énergie à saper la légitimité des mouvements populaires. En lançant cette Jansatyagraha, Ekta Parishad entend appuyer et mieux faire connaître leurs revendications.

Plus d'informations sur www.ektaparishad.com.

Edition: «Fonds de solidarité pour les luttes de libération sociale dans le tiers monde»
 Rédaction: Urs Sekinger,
 Yvonne Zimmermann
 Traduction: Milena Hrdina, Moutier
 Impression: printset, Zurich